

Paralyse du transport routier

**Des mesures
du gouvernement
et de Bgft pour
la sortie de crise**



Issa Tchiroma Bakary réfugié au Nigéria

**Fin de la
revendication
ou repli
stratégique ?**



Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 256 du 06 novembre 2025 - Prix : 400 FCFA

LES NOUVELLES

DU PAYS

Informé pour apporter des solutions

Editorial

**Vivement
les “Grandes
Espérances”
dans les faits**

Page 2

Crise post-électorale

Comment Denise Fampou a échappé à la mort !

Immédiatement après la proclamation officielle des résultats de l’élection présidentielle, le 27 octobre 2025, des manifestants scandant des slogans à la gloire d’Issa Tchiroma Bakary ont pris pour cible le domicile de Madame le maire de Douala 2 qui a subi des actes de vandalisme et de pillage. Me Denise Fampou n’aura la vie sauve que par sa foi en Dieu.

Page 3



Coopération Ong italienne Una Voce Per Padre Pio /
Hôpital Général de Yaoundé

**Le nouvel Ambassadeur d’Italie
au Cameroun au chevet des patients
de la chirurgie cardiaque**

Page 11

Editorial

Vivement le septennat
des “Grandes Espérances”
dans les faits

Par Victor NDOKI

Le Cameroun aborde un tournant décisif de son histoire politique. Le nouveau septennat du président Paul Biya, annoncé sous le sceau des «grandes espérances», suscite autant d’attentes que d’interrogations. Après quarante-trois années de règne, le chef de l’État a désormais une occasion historique de transformer les promesses en actes concrets, en imprimant une dynamique de renouveau véritable au sommet de l’État.



Le temps est venu de rompre avec les vieilles habitudes qui ont fini par étouffer la vitalité de l’action publique. Depuis trop longtemps, les mêmes visages occupent les mêmes fauteuils, qu’il s’agisse des services de la présidence de la République, du gouvernement, du Parlement, du Sénat ou encore des directions générales des sociétés d’État. Ces responsables, souvent perçus comme des «fils du roi», se sont installés dans une forme de confort institutionnel qui confond service public et privilège personnel. Résultat : une administration figée, un État lent à réagir, et des résultats souvent mitigés dans la mise en œuvre des politiques publiques.

L’heure n’est plus à la gestion routinière ni à l’arrogance bureaucratique. Le Cameroun de 2025 a besoin de sang neuf, d’hommes et de femmes animés par la passion du service, porteurs de compétence, d’humilité et de vision. Le renouvellement de la classe dirigeante ne doit plus être un tabou, mais une exigence nationale. Il s’agit moins de sanctionner que de revivifier : redonner à l’État une impulsion nouvelle, reconnecter les institutions aux réalités du peuple, replacer le citoyen au cœur de l’action publique.

Le «septennat des grandes espérances» ne saurait se limiter à un slogan politique. Il doit s’incarner dans une gouvernance moderne, fondée sur une politique par objectifs, avec des mécanismes clairs de suivi, d’évaluation et de reddition des comptes. Les Camerounais attendent désormais des résultats mesurables, tangibles, capables d’améliorer leur quotidien. Le pays regorge de talents, de compétences et d’énergies inexploitées. C’est le moment d’ouvrir les portes, de donner leur chance aux jeunes, aux femmes, aux innovateurs et aux patriotes sincères.

À l’aube de ce qui pourrait être le dernier mandat de Paul Biya, l’histoire offre au Président de la République une opportunité unique : celle de marquer son héritage non plus par la longévité, mais par la transformation. Laisser un Cameroun apaisé, moderne et prospère serait le plus beau legs d’un homme qui a consacré sa vie à la direction du pays.

Vivement donc que le «septennat des grandes espérances» s’inscrive, cette fois, dans les faits.

■ Issa Tchiroma Bakary réfugié au Nigéria

Fin de la revendication ou repli stratégique ?

Depuis la fin du mois d’octobre, des informations provenant du renseignement nigérian confirment la présence d’Issa Tchiroma Bakary dans la ville de Yola, capitale de l’État d’Adamawa, à quelques kilomètres de la frontière camerounaise. Le candidat malheureux à la présidentielle du 12 octobre 2025, qui continue de revendiquer sa victoire face au président sortant Paul Biya, s’est-il résolu à abandonner la lutte politique ou opère-t-il un repli stratégique ?

Selon la National Intelligence Agency (NIA), Issa Tchiroma séjourne à Yola depuis le 29 octobre 2025 dans une résidence privée mise à sa disposition par l’un de ses soutiens locaux. Interrogé par les services du renseignement extérieur nigérian, dirigés par le maître-espion Mohammed Mohammed, l’opposant aurait été invité à ne pas communiquer depuis le territoire nigérian. D’après la même source, il se trouverait désormais sous résidence surveillée.

DES LIENS HISTORIQUES
ET PERSONNELS
AVEC LE NIGERIA

Originaire de Garoua, dans la région camerounaise du Nord, Issa Tchiroma Bakary entretient de longue date des relations étroites avec les élites traditionnelles du Nigeria voisin. Fils du terroir de l’ancien émirat de l’Adamawa, il conserve des attaches avec l’émir Muhammadu Barkindo Aliyu Musdafa de Yola, ainsi qu’avec l’émir de Kano, Muhammadu Sanusi II (Sanusi Lamido Sanusi), figure influente du nord du Nigeria.

Ces relations historiques ex-



pliqueraient en partie la bienveillance prudente des autorités d’Abuja, soucieuses d’éviter que cette affaire ne se transforme en crise diplomatique avec Yaoundé.

Aucun mandat d’arrêt n’a encore été émis par le Cameroun. Mais si cela devait arriver, Abuja pourrait se retrouver contrainte d’extrader Issa Tchiroma Bakary, en vertu des accords de coopération judiciaire liant les deux pays. Une situation délicate pour le Nigeria, qui cherche à préserver sa neutralité dans la crise post-électorale camerounaise.

Ce scénario rappelle celui de janvier 2018, lorsque les autorités nigérianes avaient arrêté puis extradé le leader sécessionniste anglophone Sisiku Julius Ayuk Tabe, provoquant un tollé international.

À Yaoundé, la question de l’attitude à adopter face à Issa Tchiroma divise. Deux camps s’affrontent :

– Les partisans de l’apaisement, favorables à une désescalade dans un climat social déjà tendu par les manifestations et violences enregistrées dans plusieurs villes.

– Les tenants de la fermeté, parmi lesquels le ministre de l’Administration territoriale Paul Atanga Nji, qui plaident pour son arrestation immédiate au motif

qu’il aurait violé la loi électorale en contestant les résultats officiels.

Mais une telle décision risquerait d’aggraver les tensions internes et d’isoler davantage le Cameroun sur la scène internationale. Le précédent de Maurice Kamto, arrêté en janvier 2019 après la présidentielle de 2018, reste encore dans les mémoires : la réaction des États-Unis et d’autres partenaires occidentaux avait alors mis le gouvernement camerounais sous forte pression diplomatique.

UN MOUVEMENT
EN PERTE DE VITESSE ?

L’arrestation récente de trois proches collaborateurs d’Issa Tchiroma – Anicet Ekane, Djeukam Tchameni et Jean Calvin Aba’a Oyono – conjuguée à la faible mobilisation observée lors des journées dites de «villes mortes», laisse penser que le mouvement de contestation pourrait s’essouffler.

Dès lors, la question se pose : le retranchement d’Issa Tchiroma Bakary au Nigeria marque-t-il la fin de la revendication de sa victoire à la présidentielle du 12 octobre ? Ou bien s’agit-il d’une manœuvre tactique, le temps de préparer une nouvelle phase de la contestation, annoncée par ses partisans comme une «phase 4» ?

Les prochains jours seront décisifs pour comprendre si l’ancien ministre de la Communication et figure politique du Nord prépare son retour sur la scène camerounaise ou s’il choisit de se mettre durablement en retrait. Dans un contexte où chaque geste est scruté, le silence d’Issa Tchiroma Bakary semble plus que jamais stratégique.

Etienne PENDA

LES NOUVELLES DU PAYS

Informer pour apporter des solutions

B.P. 15.579 Douala

Tél. : (237) 674.77.97.97 / 694.77.77.86

E-mail : j-lesnouvellesdupays@yahoo.fr

Site web : www.j-lesnouvellesdupays.com

Directeur de la Publication

Victor NDOKI

e-mail : vndoki@yahoo.fr

Assisté de

Sylviane EPOSSI

Conseiller à la Direction

Dominik FOPOUSSI

Rédacteur-en-chef

Etienne PENDA

Chef Desk Yaoundé

Josselin NGANDONGO

(Cell. 694.17.54.02)

Relations publiques

Arlette Messina Mvondo

Grand Reporter

Ive TSOPGUE

(Cell. 697.28.00.09)

Rédaction

Etienne PENDA

Henri MEKANA

Henri Donatien AYANG

Alex BEMA

Reportage / Infographie

Roudolphe EYAMBE

Archives et Documentation

Jacques TIATY

Impression

LE LOCALIER, YAOUNDÉ (699.39.81.01)

Distribution

Les Nouvelles du Pays

■ Crise post-électorale

Comment Denise Fampou a échappé à la mort !

Immédiatement après la proclamation officielle des résultats de la présidentielle 2025, des manifestants scandant des slogans à la gloire d'Issa Tchiroma Bakary ont pris pour cible le domicile de Madame le maire de Douala 2. Elle n'aura la vie sauve que par sa foi en Dieu.



Tout commence le 12 octobre 2025. Alors que les 31 600 bureaux de vote disséminés sur l'ensemble du territoire nationaux s'activent à acheminer leurs procès-verbaux vers les différents sièges communaux d'ELECAM, le groupe nommé "Union pour le Changement 2025", dont le choix du candidat Issa Tchiroma avait été clairement formulé, publie un communiqué dans lequel il annonce la victoire de son protégé.

«La remontée des résultats venant des quatre coins du pays ainsi que de l'étranger annonce un verdict sans appel : le candidat consensuel du peuple, Issa Tchiroma Bakary, est vainqueur de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025 avec un pourcentage oscillant entre 60 et 80% dans plusieurs bureaux de vote.» C'est ce qu'affirment Ekane Anicet et Djeukam Tchameni, quelques heures seulement après la fermeture des bureaux de vote, sans en apporter la moindre preuve. Les deux leaders de l'Union pour le Changement 2025 vont plus loin en appelant «le peuple camerounais à rester mobilisé pour défendre vigoureusement sa victoire et à prendre en main son destin.»

«Défendre vigoureusement» signifie : «protéger avec force, énergie et fermeté.» Issa Tchiroma Bakary et ses alliés venaient ainsi de donner le ton de ce qui s'apparentait à un trouble à l'ordre public, voire à une insurrection.

Quelques jours plus tard, depuis son domicile de Garoua, Issa Tchiroma invite les Camerounais à descendre dans la rue le dimanche 26 octobre à 15 heures,

pour «défendre» sa victoire. Il parle alors de «marches pacifiques». Mais ce qu'il ne dit pas, c'est qu'aucune marche pacifique ne peut protéger une prétendue victoire avec force, énergie et fermeté.

À New-Bell, comme ailleurs, les partisans d'Issa Tchiroma, qui ne cachent pas leur sentiment communautariste et leur repli identitaire, décodent rapidement le message de leur champion, en français facile, en fulfulde et en haoussa : il s'agit de descendre dans la rue pour défendre leur victoire, avec force, énergie et fermeté.

C'est ainsi que, le dimanche 26 octobre 2025, New-Bell la cosmopolite, important bastion des congénères du candidat Tchiroma, connaît les premiers effets des marches pacifiques. Nouveau-Terrain, New-Bell Haoussa-Centre, Nkololoun Dernier-Poteau, Shell New-Bell, New-Bell Cimetière... tous ces quartiers sont pris d'assaut par des « casseurs pacifiques » déterminés à exprimer avec force, énergie et fermeté leur volonté de tout détruire pour «défendre vigoureusement» la prétendue victoire d'Issa Tchiroma.

Le bilan de la journée du 26 octobre est sans appel : la brigade de gendarmerie de Nkololoun est attaquée, des véhicules des forces de maintien de l'ordre sont incendiés, policiers et gendarmes blessés, quelques «casseurs pacifiques» tués par balles.

DES MERCENAIRES EN MISSION

Le décor de l'insurrection était ainsi planté à la veille de la proclamation officielle des résultats par le Conseil constitu-

tionnel. Le lendemain, 27 octobre 2025, aux environs de 12 heures, Clément Atangana déclare Paul Biya vainqueur de la présidentielle, avec 53,66 % des voix. La colère des partisans d'Issa Tchiroma explose aussitôt : ils décident de passer à la vitesse supérieure.

À New-Bell, au-delà des violences enregistrées çà et là, les manifestants ciblent deux cadres du RDPC : Me Denise Fampou et le Dr Roger Njitchoua. Au lieu-dit Trois Arbres, l'immeuble abritant le QG de campagne du 2^e adjoint au maire de la ville est vandalisé. Le domicile familial du Dr Roger Njitchoua est également pris pour cible. Sa famille est agressée ; l'une de ses nièces est blessée à la tête.

À 400 mètres de là, réside Madame le Maire. La situation y est plus préoccupante. Les assaillants semblent déterminés à accomplir leur mission. Une première attaque est menée par des individus à moto. Selon des témoins, il s'agit de « babanas » armés de cocktails Molotov, qu'ils lancent sur le domicile de Denise Fampou. L'effet est immédiat : la barrière et une partie de la toiture du garage prennent feu.

Les voisins de Madame le Maire accourent et parviennent à maîtriser les flammes. Un cordon de sécurité est érigé autour de la maison. Habillés de chabubles verts, les voisins affichent leur détermination à protéger celle qu'ils considèrent comme leur mère.

Terrifiée, Denise Fampou assiste à la scène. Des appels au secours sont lancés en direction des forces de défense et de sécurité (FDS), qui arrivent alors que les assaillants, regroupés à

une cinquantaine de mètres du domicile, au lieu-dit Carrefour Marché Oignon, préparent une seconde attaque. Les forces de défense les dispersent par des tirs de sommation, appuyées par les voisins.

Face aux FDS, les assaillants reculent, mais ne renoncent pas. Ils patientent, guettant le moment propice. Ce moment survient lorsque les forces de défense, convaincues du courage des voisins, décident de se redéployer sur d'autres fronts où leur présence est requise.

Les FDS décampent donc du domicile de Madame le Maire, espérant que ses voisins sauront contenir le danger toujours latent. Peu après, le Cercle municipal de Douala 2^e est attaqué et vandalisé. Le matériel roulant qui y était stationné est incendié, notamment le véhicule de Dame Tchoundja, officier d'état civil, et surtout la tractopelle, outil essentiel à la collecte des ordures dans la cité.

Après cette attaque, les assaillants se dirigent vers le domicile de Denise Fampou, rejoignant ceux qui avaient déjà mené deux assauts infructueux. La troisième attaque sera décisive. Dépassés en nombre et débordés par la violence, les voisins de Madame le Maire perdent la bataille. Armés de gourdins et de machettes, les partisans d'Issa Tchiroma accomplissent enfin leur mission.

À défaut d'incendier la maison, ils la saccagent et emportent tous les objets de valeur. Réfugiée dans sa chambre,

Madame le Maire n'attend plus que l'exécution de la sentence de mort qui semble imminente. Tandis qu'elle récite sans relâche le psaume 23, de nouveaux appels au secours sont adressés aux autorités. Les FDS reviennent en urgence. Avec l'aide de quelques voisins, elles s'engouffrent dans ce qu'il reste du domicile pour sauver Denise Fampou des griffes de ses agresseurs.

Ainsi est tombé l'un des symboles marquants du développement et du bien-être dans la ville de Douala. Denise Fampou est tombée dans les griffes des «casseurs pacifiques», sans pour autant renoncer à ce qu'elle a de plus cher : son amour pour New-Bell.

Le 28 octobre, elle est revenue sur les lieux où elle a failli perdre la vie, comme pour signifier à ses bourreaux qu'elle a marché dans la vallée de l'ombre de la mort et qu'elle en est sortie victorieuse. Face aux partisans de Tchiroma, elle a reçu l'onction de Dieu. Chrétienne convaincue, elle sait qu'elle ne manquera de rien, malgré les pertes subies. Elle croit avoir été sauvée de la haine pour être conduite vers de verts pâturages. Et surtout, elle n'entend pas trahir sa loyauté ni sa fidélité au RDPC et à son champion.

Avec Dieu, Denise Fampou est rassurée : elle sera encore là pour les combats futurs. Elle continuera à mener le bon combat, celui de l'amélioration des conditions de vie des populations de Douala 2^e.

Ive TSOPGUE

■ Appel aux “villes mortes”

Dr Roger Mbassa Ndinè évalue le rejet dans les marchés

Le maire de la ville de Douala a fait le tour de quelques marchés de la capitale économique pour toucher du doigt la détermination des populations à faire échec aux appels politiques qui menacent l'activité commerciale.

Marché de Bonamoussadi, marché Mboppi et marché central de Douala. Trois espaces commerciaux placés sous le contrôle de la communauté urbaine de Douala. Il est 11 heures, ce lundi 03 novembre 2025, l'activité commerciale tarde à atteindre son pic habituel dans ces espaces marchands. A en croire le maire de la ville de Douala, 80 à 90 % des commerces sont cependant ouverts. La plus grande affluence est observée au marché de Bonamoussadi dans l'arrondissement de Douala 5ème. Ici, le mot d'ordre de villes mortes est largement ignoré par les vendeurs à l'étal. Par contre, chez les propriétaires de boutiques le sentiment est partagé entre l'envie de braver cet appel et la peur de recevoir la visite des «casseurs pacifiques».

Mais que ce soit à Bonamoussadi, Mboppi ou New-Bell, le message de la Communauté urbaine de Douala, transmis 24 heures plus tôt, aux populations de Douala n'est pas tombé dans les oreilles de sourds. Il s'est agi d'«un message de confiance et sérénité». «Après les moments d'incertitude que nous avons traversés, il est temps de retrouver le chemin du travail, des échanges et de la vie quotidienne. Douala a toujours été une ville de paix, de solidarité et de résilience. Nous invitons chaque habitant, chaque commerçant, chaque jeune, chaque famille à reprendre ses activités dans le calme, à surmonter la peur et à ne pas se laisser distraire par la désinformation. Ensemble, gardons notre cap sur l'essentiel : La solidarité, la sécurité et le développement de notre cité», avait indiqué la communauté urbaine de Douala.

Ce lundi 03 novembre, il était donc question pour le maire de la ville de toucher du doigt le degré de confiance et de sérénité des habitants de la cité capitale économique. Sur le terrain, la caravane du Dr Roger Mbassa Ndinè va se rendre compte de ce que la ville de Douala bouge et vit.



Taximen, mototaximen et autres usagers de la route vaquent allègrement à leurs occupations. Aussi, des établissements scolaires accueillent les élèves.

LA MENACE DE LA LOI

Au niveau des marchés, le maire de la ville relève que : «80 à 90% des commerces sont ouverts. Ça prouve que le mot d'ordre n'a pas été suivi.» Aux commerçants qui rechignent à ouvrir, le Dr Roger Mbassa Ndinè prévient : «Les 10 ou 20% qui n'ont pas ouverts aujourd'hui, ils ont jusqu'à demain (04 novembre) pour ouvrir leurs boutiques. Si demain elles ne sont pas ouvertes, elles seront fermées et les attributions retirées. Ils

iront chercher ailleurs à faire leurs commerces.»

Pour le maire de la ville, il n'est pas question que des manœuvres politiciennes impactent sur l'activité commerciale à Douala. «Nous ne sommes pas ici pour faire la politique. Nous sommes là pour dire que Douala doit vivre. Douala veut vivre en paix et tous les habitants de Douala, quelles que soient leurs origines, veulent vivre en paix. Voilà ce qui nous intéresse. Le reste se règle dans d'autres instances. Ce n'est pas ici, dans les espaces marchands, qu'il faut venir faire la politique», lancera-t-il aux commerçants qui avouent avoir encore la peur au ventre, malgré le retour au calme.

Au-delà de la menace de retrait d'attribution brandie par le maire de la ville aux commerçants qui maintiennent leurs boutiques fermées, les autorités de la ville de Douala pourraient activer le levier de la loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun.

En son article 69 (1), cette loi dispose qu'«Il est interdit de refuser, sans motif légitime, la vente d'un bien ou la prestation d'un service dès lors que le bien est offert à la vente ou que ce service est disponible.»

L'article 70 précise qu'«il est interdit à tout vendeur, fournisseur ou prestataire de service, seul ou en groupe, de refuser de satisfaire, dans la

mesure des disponibilités, aux demandes d'achat ou de prestation de service lorsque ces demandes ne présentent aucun caractère anormal, qu'elles émanent des demandeurs de bonne foi et si la vente de ces biens ou cette prestation de service n'est pas interdite par les lois en vigueur.»

Pour les contrevenants à la loi, des sanctions sont prévues. C'est ainsi qu'en son article 90(1), il est fait mention de ce que «le ministre chargé du commerce peut d'office après une mise en demeure motivée, notifiée au contrevenant et restée sans effet dans un délai de 30 jours à compter de la notification, suspendre l'activité de tout commerçant ou professionnel qui n'a pas respecté les obligations et interdictions de la présente loi ou qui refuse de se soumettre à un contrôle des agents commerciaux assermentés de lui communiquer après demande écrite, les documents professionnels ou de s'acquitter d'une sanction pécuniaire.»

L'article 90(2) souligne que «la suspension prévue à l'alinéa 1 induit l'apposition des scellés sur le commerce ou les locaux du professionnel mis en cause. Elle entraîne la cessation provisoire d'exercer l'activité concernée jusqu'à régularisation de la situation décriée, le cas échéant.»

Ive TSOPGUE

■ Appel à l'insurrection

La CDHC condamne les violences post-électorales

La Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHC) a exprimé, dans une déclaration rendue publique par son président, le Pr James Mouangue Kobila, sa «condamnation la plus ferme» des violences survenues à la suite de l'élection présidentielle du 12 octobre dernier.

Ces violences, qualifiées d'«ignobles» par l'institution, ont fait plusieurs victimes et provoqué d'importants dégâts matériels à travers le pays.

UN LOURD BILAN HUMAIN ET MATÉRIEL

Selon le rapport provisoire de la CDHC, les affrontements ont causé la mort de 14 personnes et fait 125 blessés, dont 81 parmi les assaillants et 44 au sein des forces de défense et de sécurité, avec six blessés dans un état critique.

Les violences ont également entraîné la destruction ou la dégradation grave de 45 infrastructures publiques et privées, notamment des mairies, écoles, commissariats, sous-préfectures, tribunaux, antennes communales d'ELECAM, postes de douane, stations-service, bâtiments municipaux, entreprises, commerces et résidences d'autorités locales. Des lampadaires, caméras de surveillance, ainsi qu'un camion de sapeurs-pompiers et plusieurs véhicules privés ont aussi été endommagés.

CONDOLÉANCES ET APPEL À LA PAIX

La Commission a adressé ses condoléances aux familles endeuillées et souhaité un prompt rétablissement aux blessés, tout en réaffirmant sa solidarité envers les citoyens dont les biens ont été détruits.

Elle a rappelé que ces exactions constituent des violations graves des droits fondamentaux, parmi lesquels le droit à la vie, à l'intégrité physique et morale, à la sécurité et à la propriété.

PLUS DE 1.200 ARRESTATIONS SIGNALÉES



D'après les données recueillies par la CDHC, 1 200 personnes ont été interpellées à travers le territoire national : 146 dans l'Adamaoua, 257 dans l'Est, 100 dans l'Extrême-Nord, 389 dans le Littoral, 59 dans le Nord et 272 dans l'Ouest.

Saisie par le MANIDEM le 25 octobre, suite à l'arrestation de MM. Anicet Ekane et Djeukam Tchameni, la Commission a ouvert une procédure de suivi pour s'assurer du traitement diligent des dossiers similaires.

Elle s'est également penchée sur les cas de M. Abdoul Moussine, délégué départemental de l'Emploi dans la Bénoué, et du Pr Aba'a Oyono, arrêtés le même jour.

DES ACTES DE BARBARIE DOCUMENTÉS

La CDHC a visionné plusieurs vidéos accablantes, dont celle d'un jeune gendarme lynché par des assaillants et celle du journaliste Jean Pierre Tonye, agressé à Douala le 27 octobre, poignardé à la cuisse

et au flanc. Ce dernier n'a dû son salut qu'à l'intervention de fidèles musulmans qui lui ont offert refuge dans une mosquée.

L'institution salue cet acte d'humanité et de solidarité du peuple camerounais face à la violence.

Parallèlement, la Commission a dénoncé des scènes de justice populaire, dans lesquelles des habitants ont infligé des traitements cruels à des individus accusés d'insurrection. Elle rappelle que «nul n'a le droit de se faire justice soi-même» et que de tels actes sont contraires à la Constitution et aux normes internationales relatives à la dignité humaine.

ENQUÊTES ET VISITES SUR LE TERRAIN

Dans le cadre de sa mission de prévention de la torture, la CDHC a effectué des visites inopinées dans plusieurs lieux de détention : les prisons centrales de Bertoua, Douala, Garoua et Maroua, ainsi que diverses unités de police et de gendarmerie.

Elle a tenu des entretiens

avec les responsables de ces établissements afin de veiller au respect des droits fondamentaux des personnes interpellées, y compris leur droit à la défense.

LA COMMISSION APPELLE AU RESPECT DE LA LOI ET À LA RETENUE

Tout en rappelant que la Constitution garantit le droit de manifestation pacifique, la Commission souligne que toute contestation violente sort du cadre démocratique et met en péril la paix civile.

Elle félicite les autorités administratives et les forces de défense et de sécurité pour leur approche «pédagogique et mesurée» dans le maintien de l'ordre, et les exhorte à poursuivre leurs interventions dans le strict respect du principe de proportionnalité.

GARANTIES JUDICIAIRES ET REJET DES DISCOURS DE HAINE

La CDHC recommande aux autorités judiciaires de veiller au respect du procès

équitable et des droits de la défense. Elle appelle à la libération rapide des personnes contre lesquelles les charges apparaissent faibles et à l'amélioration des conditions de détention.

La Commission invite par ailleurs la population à rejeter les discours de haine, de vengeance et de division, et à privilégier le dialogue et la cohésion nationale.

MISE EN GARDE CONTRE TOUTE TENTATIVE ANTI-CONSTITUTIONNELLE

La Commission a également réagi aux prises de position de certains acteurs internationaux, estimant qu'elles minimisent la gravité des événements. Elle rappelle que la liberté de réunion pacifique ne peut en aucun cas servir de prétexte à la sédition ou à la violence.

Elle met en garde contre toute tentative de changement anticonstitutionnel de gouvernement, rappelant que ces actes constituent une violation de l'article 23 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ratifiée par le Cameroun en 2012.

UN ENGAGEMENT RÉAFFIRMÉ POUR LES DROITS HUMAINS

La CDHC assure demeurer pleinement mobilisée et continuera d'informer l'opinion publique sur l'évolution de la situation.

Elle réaffirme son engagement ferme et irréversible pour la promotion et la protection des droits de l'homme et invite les victimes ou témoins de violations à saisir la Commission par tous les moyens, notamment via le numéro vert 1523, gratuit et accessible sans crédit.

Alex BEMA

■Paralysie du transport routier

Le gouvernement à la manœuvre pour une sortie de crise

La psychose s'est installée dans le secteur des transports routiers au Cameroun suite aux différents mots d'ordre sur fond de violence lancés par le camp d'Issa Tchiroma Bakary.



Sur fond de tensions post-électorales, des menaces proférées par certains partisans politiques proches d'Issa Tchiroma Bakary, qui s'est autoproclamé vainqueur de la présidentielle du 12 octobre dernier, paralysent la circulation sur plusieurs axes. Employeurs et employés du secteur sont pris pour cibles, accusés de ne pas adhérer aux appels à la contestation. Face à cette situation, le gouvernement a décidé d'agir pour ramener le calme et relancer l'activité.

Mardi 4 novembre 2025, à l'entrée de Yaoundé en provenance de Douala, les parkings pour poids lourds affichent complet. Des dizaines de camions et engins de chantier y sont immobilisés depuis plusieurs jours. Personne ne souhaite prendre la route, de peur d'être victime de violences.

UNE RÉUNION DE CRISE AU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Cette paralysie fait suite au mot d'ordre de «villes mortes» lancé par Issa Tchiroma Bakary, président du Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC), pour protester contre les résultats officiels du scrutin présidentiel. L'opération, prévue du 3 au 5 novembre, a fortement impacté la chaîne logistique na-



tionale et les transports interurbains.

Pour désamorcer la tension, le ministre des Transports, Jean Ernest Masséna Ngalle Bibé, a réuni à Yaoundé les principaux acteurs du secteur. À l'issue des échanges, plusieurs mesures ont été adoptées pour garantir la continuité du service et la sécurité des transporteurs.

Parmi celles-ci figurent : La sécurisation des flux de marchandises par des convois

encadrés par les Forces de maintien de l'ordre (FMO) ;

Le renforcement de la sécurité sur les corridors stratégiques afin de garantir la fluidité du trafic ;

La mise en place d'un dispositif spécial pour le transport urbain et interurbain des personnes ;

Et la suppression des contrôles répressifs menés conjointement par la Gendarmerie et le ministère des Transports.

GARANTIR LA REPRISE ET RASSURER LES ACTEURS

Ces mesures, selon le ministre, visent à fluidifier les opérations de transport de personnes et de marchandises sur l'ensemble du territoire national.

«Conscient des difficultés auxquelles vous faites face, l'État, à travers le gouvernement, a pris des dispositions pour garantir la sécurité et la reprise

normale des activités», a déclaré Jean Ernest Masséna Ngalle Bibé.

Le membre du gouvernement a par ailleurs exhorté les organisations syndicales à sensibiliser et rassurer leurs membres afin de favoriser un retour rapide à la normale. Des propositions complémentaires pourront être soumises au ministère dans les prochains jours.

UN SOULAGEMENT POUR LES TRANSPORTEURS

Cette initiative gouvernementale a été accueillie favorablement par les acteurs du secteur.

«Je voudrais exprimer notre gratitude au ministère des Transports pour les mesures prises après notre réunion du 4 novembre », a salué Martin Bia, président régional du Groupement des Transporteurs Terrestres du Cameroun (GTTC) pour le Sud.

«La sécurisation des agences de voyage, l'arrêt des contrôles aux ponts bascules d'Edéa et la suspension des contrôles des FMO sur les axes routiers vont considérablement améliorer nos conditions de travail.»

Même satisfaction du côté du Syndicat national des conducteurs du transport périurbain, urbain, interurbain et rural du Cameroun (Synctrapiurcam). «Nous pouvons désormais rassurer nos membres et les encourager à reprendre leurs activités », a affirmé Prosper Aimé Essomba, président du syndicat.

Au-delà de la gestion immédiate de la crise, les mesures prises devraient renforcer la sécurité et la compétitivité du secteur du transport routier, véritable colonne vertébrale de l'économie nationale. Si la tension reste palpable dans certaines zones, la concertation engagée par le gouvernement semble ouvrir la voie à un retour progressif à la normale.

Alex BEMA

■ Transport des marchandises

Le coordonnateur du BGFT sur le terrain pour rassurer et galvaniser les transporteurs

Face aux tensions post-électorales et à l'appel à l'opération «villes mortes» lancé par l'opposant Issa Tchiroma Bakary, le secteur du transport de marchandises refuse la paralysie. Le Bureau de gestion du fret terrestre (BGFT) multiplie les initiatives pour maintenir la continuité des activités et garantir la fluidité du trafic sur les principaux corridors.



Lundi 3 novembre 2025, autour de 10 heures, le coordonnateur national du BGFT, El Hadj Oumarou, prend la route de Yassa, à Douala. Objectif : s'assurer de l'effectivité du travail sur le terrain et soutenir les transporteurs dans un contexte tendu. Malgré un climat de psychose alimenté par des menaces de certains partisans de l'opposant politique, le responsable se veut rassurant : «*Il n'y a pas d'immobilisme dans le secteur du transport de marchandises*», affirme-t-il.

Reconnaissant toutefois l'existence de «quelques résistances», qu'il attribue à une peur légitime, El Hadj Oumarou dénonce fermement les actes d'intimidation : «*Nous faisons face à du terrorisme pur et dur. Certains veulent dissuader nos transporteurs de travailler.*»



Depuis la proclamation des résultats de la prési-

dentielle, plusieurs zones ont été touchées par des

perturbations. Pour éviter une paralysie totale du secteur, le BGFT a lancé une vaste campagne nationale de sensibilisation. Des équipes mobiles, à bord de pick-ups siglés BGFT, sillonnent sans relâche les grands axes du pays — de Ngaoundéré à Bertoua en passant par Douala — pour mobiliser les acteurs et maintenir la confiance.

«*Moi-même, je suis sur le terrain, de jour comme de nuit. Cela fait deux jours que je ne dors presque pas*», confie le coordonnateur, déterminé à préserver la chaîne logistique nationale. Sa présence constante vise à briser l'isolement des transporteurs et à prouver que, malgré les menaces, le travail peut et doit continuer.

Le BGFT fonde son action sur la collaboration étroite avec les Forces de défense et de sécurité

(FDS), dont la présence visible sur les corridors rassure les opérateurs. «*Nous sommes confiants. Les FDS sont déployées partout, et le travail sécuritaire se fait d'une manière extraordinairement efficace*», assure El Hadj Oumarou.

Pour lui, les incidents isolés et les vellétés de blocage ne sont que des «*pétards mouillés*» face à la détermination de l'État à maintenir la stabilité. «*Le fret continue de circuler. L'État contrôle la situation*», insiste-t-il.

Bien avant le scrutin, les acteurs du transport avaient d'ailleurs pris l'engagement de garantir la continuité du service avant, pendant et après la présidentielle. Un pari que le BGFT entend bien tenir, en première ligne, pour préserver la vitalité économique du pays.

Alex BEMA

■Contestation de la victoire de Paul Biya

La mise en garde du gouvernement

Cinq jours après la proclamation officielle des résultats de la présidentielle du 12 octobre, le gouvernement camerounais monte au créneau. Dans une déclaration officielle prononcée samedi par René Emmanuel Sadi, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, l'exécutif rejette catégoriquement toute contestation du verdict du Conseil constitutionnel et met en garde contre les mouvements de désobéissance civile qui se multiplient dans plusieurs localités du pays.



Paul Biya a été déclaré vainqueur du scrutin avec 53,66% des suffrages valablement exprimés lors d'une audience solennelle du Conseil constitutionnel le 27 octobre dernier. Pour les autorités, cette élection représente le triomphe de *«l'expérience et de la sagesse»* sur *«le changement pour le changement»*. Le gouvernement insiste sur le caractère libre et transparent du scrutin, se félicitant des observations favorables d'observateurs nationaux et internationaux qui ont salué *«le bon déroulement»*, *«la bonne organisation»* et *«la maturité politique du peuple camerounais»*.

Mais derrière ce satisfecit officiel se cache une réalité plus tendue. Le président réélu a certes remercié *«de tout cœur»* les Camerounais pour leur confiance renouvelée, promettant de tenir compte de leurs attentes, notamment celles des jeunes et des femmes. Toutefois, la contestation gronde dans plusieurs villes, transfor-

mant la victoire annoncée en crise politique majeure.

VIOLENCES ET RÉPRESSION : LE GOUVERNEMENT SORT L'ARSENAL PÉNAL

Le ton de la déclaration gouvernementale est sans équivoque. L'exécutif *«dénonce vivement la proclamation hâtive par un candidat de sa victoire»* et *«condamne sans réserve les appels à l'insurrection, aux villes mortes ou à la désobéissance civile»*. Ces initiatives, juge le gouvernement, sont *«de nature à mettre en péril la vie de la nation, la paix sociale et le développement économique»*.

Les derniers jours ont en effet été marqués par des scènes de chaos dans plusieurs villes camerounaises. Selon la version officielle, *«des hordes de manifestants»* se sont ruées sur l'espace public, commettant *«de graves sévices à l'encontre d'honnêtes citoyens»*, pillant

des biens privés et publics, incendiant des édifices, et prenant d'assaut *«des postes de sécurité, des bâtiments abritant des services publics, des permanences de partis politiques»*.

Face à ces *«débordements intolérables dans un État de droit»*, le gouvernement n'a pas hésité à brandir l'arme du Code pénal. René Emmanuel Sadi a expressément cité l'article 116 qui prévoit des peines de 10 à 20 ans d'emprisonnement pour quiconque, *«dans un mouvement insurrectionnel»*, provoque le rassemblement d'insurgés, empêche l'exercice de la force publique, envahit des édifices publics ou privés, détient des armes ou porte des insignes officiels.

Des interpellations ont déjà eu lieu. Les *«fauteurs de trouble pris en flagrant délit»* sont actuellement *«en exploitation au sein des services de sécurité»* afin d'établir les responsabilités avant leur traduction éventuelle devant les tribunaux.

Le gouvernement a salué au passage *«le sens élevé de responsabilité et le professionnalisme»* des forces de défense et de sécurité, assurant qu'il n'y a eu *«aucun usage disproportionné de la force publique»*, contrairement à ce que certains ont pu *«décrier, ici et là»*.

MISE EN GARDE DIPLOMATIQUE ET APPEL À «PRIVILÉGIER LE CAMEROUN»

Sur le plan international, le gouvernement camerounais n'a pas mâché ses mots. Visant directement *«certaines chancelleries des pays amis»* qui auraient critiqué la gestion des manifestations, le porte-parole gouvernemental a appelé à *«l'objectivité»* et au respect des *«souverainetés»*.

«Ils ont pour vocation première d'œuvrer au renforcement des relations entre leurs pays respectifs et le Cameroun, et ils ne devraient en aucun cas se muer en donneurs de leçons», a

martelé René Emmanuel Sadi. Un message clair aux partenaires internationaux : leurs *«prises de position»* ne doivent pas *«s'apparenter à des vues partisans, susceptibles de déteindre sur nos relations»*.

Au-delà de la fermeté affichée, le gouvernement tente également de rassurer et d'apaiser. Il a lancé un appel *«au discernement, au sens de responsabilité et au patriotisme»* des Camerounais pour *«faire éche»* aux tentatives de déstabilisation, qu'elles soient *«endogènes ou exogènes»*. L'exécutif met en garde contre des manœuvres visant à créer *«un climat de désolation»*, notamment par des *«pénuries artificielles de denrées alimentaires»*, assurant que *«tout est mis en œuvre pour rassurer les populations et leur permettre de vaquer normalement à leurs occupations»*.

Le message du gouvernement est clair : *«l'élection présidentielle relève désormais du passé»*. L'heure est à la mise en œuvre du *«nouveau programme du septennat»* proposé par Paul Biya, qui promet de *«mieux que par le passé, répondre aux aspirations et aux attentes du peuple camerounais»*. Dans cette perspective, l'exécutif invite *«toutes et tous»* à *«œuvrer à éteindre ces conflits meurtriers»* et à *«privilégier ensemble le Cameroun, par-delà les ethnocentrismes, les égocentrismes et les ambitions personnelles»*.

Une main tendue qui n'efface pas la menace : entre promesses d'unité nationale et arsenal répressif, le gouvernement camerounais cherche à tourner définitivement la page électorale, quitte à user de la force contre ceux qui refusent d'accepter le verdict des urnes.

■ Victoire éclatante du Rdpc

Le Pr Fuh Calistus et Misaje s'embrassent pour le Candidat Paul Biya

Dans l'arrondissement de Misaje, frappé par les tensions de la crise anglophone, le Rdpc a mené une campagne résolue et méticuleuse en faveur du président Paul Biya. Sous la conduite du Pr Fuh Calistus Gentry ministre par intérim des Mines de l'industrie et du développement telchnolique, cette localité du Nord-Ouest aurait enregistré un score d'environ 70 % en faveur du candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). Entre fermeté politique et fidélité, l'opération électorale s'est imposée comme un modèle de mobilisation dans ce territoire réputé difficile.

Misaje n'est pas une circonscription ordinaire. Située dans le plein cœur du Nord-Ouest, elle est l'une des zones les plus affectées par la crise dite «anglophone», avec ses effets de sécurité, de défiance et de fragmentation sociale. Pourtant, en dépit de ces défis structurels, la population de Misaje n'a pas cessé—selon le récit local—de manifester une fidélité affichée au président Paul Biya.

Le contexte aurait pu servir de prétexte à l'abstention ou au militantisme anti-étatique. Au contraire, le Rdpc, porté par une stratégie de proximité et un leadership de terrain, a réussi à transformer ce territoire en bastion de rassemblement. Le message est clair : dans l'épreuve, la loyauté se mesure aussi dans l'action concrète.

LE LEADERSHIP MOBILISATEUR DE PR FUH CALISTUS GENTRY

La clé de cette réussite tient en grande partie à la personnalité et à l'engagement de Pr Fuh Calistus Gentry, ministre par intérim des Mines, de l'industrie et du Développement Technologique. Chargé de conduire la mobilisation dans une zone fragile, il a su allier discours politique, présence sur le terrain et actions symboliques pour incarner le lien entre la capitale et une localité longtemps marginalisée.

Son passage dans les villages de Misaje, ses descentes régulières, ses méga-meetings ou ses visites de proximité ont été mis en avant comme autant d'efforts visibles pour calmer les inquiétudes, tisser la confiance et rallier les électeurs aux couleurs du Rdpc. Le fait même qu'un ministre de l'État investisse autant ce territoire joue un rôle symbolique puissant : il rappelle aux habitants qu'ils ne sont pas laissés pour compte.

Les orateurs présents au meeting de lancement n'ont pas manqué de souligner cette dimension. Ils ont loué sa "maîtrise" de la mobilisation, sa capacité à rallier les esprits et les cœurs, et son souci constant de répondre aux attentes locales.



«Le succès de Misaje, c'est le fruit de la vision de notre ministre, toujours à nos côtés», disait l'un d'eux sous les applaudissements.

UNE OPÉRATION ÉLECTORALE MILLIMÉTRÉE

Ce qui distingue cette campagne dans Misaje, c'est sa rigueur stratégique. Loin d'une simple agitation partisane, le Rdpc local a mis en place :

- Des descentes sur le terrain : équipes sectionnaires, militants formés, porte-à-porte, dialogues villageois. Le message était personnalisé selon les réalités locales : sécurité, infrastructures, reconnaissance administrative.

- Des méga-meetings : ces rassemblements grandioses servaient non seulement à galvaniser les troupes, mais aussi à offrir une scène publique aux témoignages, aux soutiens et aux adhésions symboliques.

- La proximité permanente : représentations sectionnaires, comités de base, relais de communication locale — chaque jour, le discours citoyen était entretenu, rafraîchi, rappelé.

- Un appui symbolique renforcé : la présence ministérielle dans un territoire trouble envoie un signe fort de considération étatique. Elle rassure, elle inscrit le territoire dans le plan national.

Ces éléments conjugués ont contribué à créer un momentum. Ce momentum, une fois amorcé, nourrit l'adhésion et provoque une dynamique de ralliement qui peut dépasser le seul noyau militant.

Alors que les résultats officiels du scrutin devaient être proclamés d'ici le 27 octobre 2025, le procès-verbal non officiel suggère que Paul Biya aurait obtenu environ 70 % des voix à Misaje. Ce chiffre, s'il se confirmait, traduirait non seulement un succès électoral, mais un plébiscite local — une marque de confiance collective dans le contexte post-crise.

Ce niveau de score dépasse souvent les attentes dans les zones périphériques. Il indique que le RDPC a su consolider son ancrage traditionnel tout en séduire un électorat plus large : ceux qui hésitaient, ceux soucieux d'un retour à la stabilité ou d'une reconnaissance administrative.

Miser sur un leadership national visible ici le ministre Gentry a permis de lier le local à l'État, de montrer que Misaje n'est pas une marge, mais une composante essentielle de la République.

L'opération de Misaje est

plus qu'une simple victoire électorale annoncée. Elle est un manifeste réservé pour le modèle de mobilisation que Pr Fuh Calistus Gentry a piloté : ténacité, proximité, stratégie et fidélité. Le quartier dit «difficile» a choisi, sous l'effet d'un discours de rassemblement et d'une présence politique visible, de porter en cœur Paul Biya.

Ce que l'on retiendra, au-delà des chiffres provisoires, c'est que dans une phase de tension, le parti au pouvoir a réussi à réaffirmer son autorité morale, son lien avec les populations, et à transformer un territoire fragile en terrain de victoire. Le 12 octobre ne sera peut-être pas seulement une élection : ce pourrait être, dans Misaje, une confirmation de l'alliance entre l'État et les collectivités, une réaffirmation d'un pacte politique renouvelé—et le symbole d'un Rdpc capable de gouverner et de mobiliser jusque dans les zones les plus reculées.

Josselin GANDONGO

camwater
DIT STOP AU CANCER DE LA PROSTATE
Bon mois de Novembre

■Reconnaissance

Le Port Autonome de Kribi sacré "Champion de l'Intégration Régionale" au FECIAC 2025

Retour triomphant de Brazzaville pour le Port Autonome de Kribi ! À l'issue du Forum Économique pour la Croissance et l'Investissement en Afrique Centrale (FECIAC), qui s'est déroulé les 3 et 4 novembre 2025 dans la capitale congolaise, le PAK a été distingué par le prestigieux titre de "Champion de l'Intégration Régionale".

Ces deux journées d'échanges intenses ont mis en lumière les défis structurels de notre région : connectivité défaillante, matérialisation complexe de l'import-substitution, et échanges sous-régionaux encore entravés. Le PAK a su y apporter des réponses tangibles et convaincantes.

Les performances présentées ont parlé d'elles-mêmes : 35,33 milliards FCFA de chiffre d'affaires en 2024 et 12,7 millions de tonnes traitées. Ces résultats démontrent la capacité de Kribi à répondre aux standards internationaux et aux besoins croissants de la sous-région.

L'élément qui a particulièrement captivé l'audien-



ce? Le lancement imminent de la zone industrielle intégrée de 2 600 hectares, située au cœur des 15 000 hectares disponibles. Cette infrastructure stratégique permettra enfin à l'Afrique centrale de

transformer ses matières premières localement et de les exporter avec une compétitivité renforcée.

Les échanges avec les partenaires stratégiques ont ouvert des perspectives pro-

metteuses, confirmant le rôle central du PAK dans la transformation économique régionale.

Cette reconnaissance consacre la vision portée par le port : devenir le catalyseur

qui permettra à l'Afrique centrale de maîtriser ses chaînes de valeur et d'accélérer son intégration économique.

L'avenir se dessine aujourd'hui, et Kribi en sera l'un des architectes privilégiés.



■Port Autonome de Kribi

Un terminal minéralier d'avenir

Yaoundé, 4 novembre 2025, 15h, la salle de conférences du nouvel immeuble de l'avenue des banques propriété de la CNPS vibre d'énergie : le Port Autonome de Kribi, la CNPS, le consortium BESTWAY / AUSTSINO et G-STONES viennent de signer un Mémoire d'Entente pour la construction d'un terminal minéralier au Port de Kribi.

Sur place, Patrice Melom, Directeur Général du PAK, Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo Akame, Directeur Général de la CNPS, Alexandre Mbiam, Directeur Général de Bestway Finance et Eric Ngantchou Directeur Général de G-STONES ont scellé leur alliance par une poignée de main et la traditionnelle photo de famille, sous les flashes des caméras.

Le terminal, envisagé sera conçu pour traiter 125 millions de tonnes de minerais par an, s'étendra sur 330 hectares et sera équipé de technologies portuaires de pointe, pour transformer localement les minerais et renforcer la compétitivité du Cameroun.

Les signataires se donnent 4 à 6 mois pour finaliser la structuration technique, juridique et financière.

Kribi avance. Le Cameroun construit. La vision présidentielle se concrétise.



■Coopération Ong italienne Una Voce Per Padre Pio / Hôpital Général de Yaoundé

Le nouvel ambassadeur d'Italie au Cameroun au chevet des patients de la Chirurgie Cardiaque

Nouvellement en poste, l'ambassadeur d'Italie au Cameroun a été l'hôte de marque, mardi 04 novembre 2025, des patients de Chirurgie Cardiaque de l'Hôpital Général de Yaoundé.

Reçue au perron de la formation sanitaire de référence par Pr Noël Emmanuel ESSOMBA, Directeur Général de l'Hôpital Général de Yaoundé accompagné de plusieurs collaborateurs, S.E Natalia SANGINITI est venue toucher du doigt la fructueuse coopération qui lie l'Ong Italienne Una Voce Per Padre Pio et l'Hôpital Général de Yaoundé.

Durant cette visite, la diplomate italienne aux côtés du Directeur Général de l'Hôpital Général de Yaoundé s'est rendue dans les salles du bloc opératoire et au service de réanimation où sont pris en charge des patients souffrant de cardiopathies congénitales ou acquises pédiatriques. Au chevet de ses malades, S.E Natalia SANGINITI a fait preuve d'empathie et d'humanisme en remettant des cadeaux à ses patients.

Pour les familles des enfants opérés, c'est un sentiment de reconnaissance éternelle à l'endroit de la heart team italo camerounaise engagée plus que jamais à sauver des vies, au top management de l'HGY et à la coopération avec l'Italie.

Lancé en 2021, la team heart de Chirurgie Cardiaque de l'HGY constituée de spécialistes italiens et camerounais a déjà pris en charge une centaine de cas. Pour cette 4ème campagne, l'ambassadeur d'Italie au Cameroun et le Directeur Général de l'Hôpital Général de Yaoundé ont célébré la 100e opération faite dans le cadre de ce partenariat gagnant-gagnant, magnifiée par des diplômes d'excellence remis aux deux équipes médicales.

En quittant l'Hôpital Général de Yaoundé, l'ambassadeur d'Italie au Cameroun a renouvelé le vœu de poursuivre le développement du projet de la Chirurgie Cardiaque au Cameroun et notamment à l'Hôpital Général de Yaoundé, hub en la matière en Afrique Centrale. Une bonne nouvelle pour les patients et leurs familles qui continueront de bénéficier gratuitement d'une prise en charge grâce à Una Voce Per Padre Pio et l'Hôpital Général de Yaoundé.

Communication/HGY



■ Distinction

Le Prix de "Champion de l'Intégration Economique Régionale" décerné à Tradex à Brazzaville

Du fait de sa présence dans 5 pays de la CEEAC, le Forum Economique pour la Croissance et l'Investissement en Afrique Centrale (FECIAC) salue la bravoure de TRADEX, société qui investit et grandit dans la CEEAC, qui n'attend pas que la libre circulation des biens et des personnes soit parfaite, qui ne se laisse pas décourager par les contraintes de chaque pays, mais continue d'avancer et de se projeter. C'est à ce titre que le FECIAC, au cours de sa première édition organisée le 04 novembre dernier à Brazzaville, honore TRADEX.



Douala, le 1^{er} novembre 2025

MISE AU POINT

Un message relayé sur les réseaux sociaux laisserait penser qu'à l'issue des dégradations dont les stations-service TRADEX BOKO et YASSA à Douala ont été victimes, des bons de carburants auraient été dérobés et seraient actuellement en circulation.

IL N'EN EST RIEN!

La société informe le public et son aimable clientèle qu'elle ne stocke pas les bons de carburants dans ses stations-service. Il n'est par conséquent à déplorer aucun vol de bons de carburants à l'issue des événements malheureux survenus le 27 octobre.

Aussi, invite-t-elle les clients détenteurs de bons de carburants, à continuer à user de ce moyen de paiement en règlement de leurs consommations sur l'ensemble de son réseau, en toute quiétude.

(é) La Division Communication et RP



@Tradex SA

www.tradexsa.com